



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP Applicable à tous les lots)

Acheteur :

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri ROL-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 – 93555 Montreuil

Objet du marché :

Prestations de collecte/transfert, transformation des cadavres d'animaux et envoi des produits dérivés vers des filières autorisées pour les cadavres pour lesquels l'intervention de l'Etat est nécessaire dans l'intérêt général

Etabli conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

Consultation selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert en application des articles L2120-1-3, L.2124-1, L.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique en vigueur

Date et heure limites de remise des offres : **15 octobre 2025 avant 12h00**

Sommaire

1. Objet du marché	4
2. Parties contractantes.....	4
3. Procédure de consultation	5
4. Forme du marché.....	5
5. Lieu d'exécution du marché	8
6. Durée du marché	8
7. Clauses techniques.....	9
8. Prestations similaires	9
9. Sous-traitance	9
10. Pièces contractuelles	10
11. Prix du marché	10
12. Révision des prix	11
Révision annuelle automatique des prix unitaires	11
13. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	12
14. Exécution du marché	12
14.1 Obligations des parties	12
14.1.1 Forme et notification et informations.....	12
14.2 Obligations du titulaire.....	13
14.2.1 Dispositions générales	13
14.2.2 Equipe du personnel.....	14
14.2.3 Protection de la main-d'œuvre et condition de travail	14
14.2.4 Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	15
14.3 Obligations de l'acheteur	15
14.4 Modalités d'exécution des prestations	15
15. Contrôle de la bonne exécution du marché	15
16. Délai de paiement et intérêts moratoires	16
17. Avance	16
18. Facturation	16
19. Pénalités	19
20. Assurances	20

21. Cession ou transfert.....	21
22 Cession ou nantissement de créances	21
23. Confidentialité.....	21
23.1 Confidentialité.....	21
23.2 Protection des données.....	22
24. Exécution aux frais et risques du titulaire	23
25. Résiliation	24
25.1 Principes généraux.....	24
25.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	24
25.3 Résiliation pour événement extérieur au marché	25
25.4 Résiliation pour événements liés au marché.....	25
25.5 Résiliation pour faute du titulaire.....	26
26. Différends et litiges	27
27. Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité.....	27

ANNEXES :

- **Annexe 1 : Récapitulatif mensuel de facturation (excel)**
- **Annexe 2 : RGPD inséré à la fin du présent document**
- **Annexe 3 : Charte de déontologie des achats de FranceAgriMer (PDF)**

1. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de collecte/transfert, de transformation des cadavres d'animaux et d'envoi des produits dérivés vers des filières autorisées pour les cadavres pour lesquels l'intervention de l'Etat est nécessaire dans l'intérêt général.

2. Parties contractantes

Les parties contractantes du présent marché sont les suivantes :

- L'acheteur est l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer). L'autorité légale chargée de le représenter est son Directeur Général.

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du présent marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentant sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis pour impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

- le titulaire du marché est le prestataire qui conclut un lot avec l'acheteur.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne nommément une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du présent marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire au cours de l'exécution du marché ; ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification en leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3. Procédure de consultation

Le marché est établi conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

La consultation est lancée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2 alinéa 1 du code de la commande publique

4. Forme du marché

Le présent marché est conclu à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) rempli par le titulaire.

Le marché est mono-attributaire : un seul titulaire est désigné par lot.

Le marché ne comporte pas de montant minimum. En revanche, il comporte un montant maximum par lot.

L'estimation des tonnages des cadavres est purement indicative et sans engagement contractuel.

Zone géographique	N° Département	N° Lot	Tonnage Intérêt Général 2024 (pour information)	Montant max annuel par lot (en € HT)
Ain	1	1	9,0	7 239,82
Aisne	2	2	11,7	8 698,64
Allier	3	3	7,5	7 347,60
Alpes de Haute Provence	4	4	3,4	8 466,91
Hautes Alpes	5	5	3,0	14 925,28
Alpes Maritimes	6	6	10,2	53 433,00
Ardèche	7	7	5,2	8 409,81
Ardennes	8	8	10,3	8 191,22
Ariège	9	9	7,4	10 586,76

- 5/32 -

Aube	10	10	6,6	5 863,23
Aude	11	11	12,2	20 192,19
Aveyron (Principal)	12	120	1,6	1 883,05
Aveyron (Nord)	12	121	1,1	1 255,37
Bouches du Rhône	13	13	43,7	104 174,24
Calvados	14	14	99,9	59 710,16
Cantal	15	15	5,7	6 312,94
Charente	16	16	17,9	16 032,89
Charente Maritime	17	17	66,5	343 361,88
Cher	18	18	9,2	9 481,55
Corrèze	19	19	4,6	5 171,97
Corse	20	20	173,4	821 356,54
Côte d'or	21	21	20,3	17 675,92
Côte d'Armor	22	22	78,2	54 652,74
Creuse (Principal)	23	230	3,0	3 600,05
Creuse (Nord)	23	231	2,0	1 938,49
Dordogne (Principal)	24	240	18,5	13 725,42
Dordogne (Est)	24	241	7,9	5 882,32
Doubs	25	25	6,5	9 233,88
Drôme	26	26	17,7	23 813,42
Eure	27	27	11,4	8 271,52
Eure et Loire	28	28	9,2	8 556,53
Finistère	29	29	75,8	58 100,66
Gard	30	30	30,9	74 847,32
Haute Garonne	31	31	31,0	32 886,94
Gers	32	32	3,6	3 518,23
Gironde (Principal)	33	330	43,4	56 109,65
Gironde (Sud-Est)	33	331	1,6	1 759,27
Hérault	34	34	19,0	40 137,54
Ille et Vilaine	35	35	152,8	116 122,59
Indre	36	36	10,3	12 666,14
Indre et Loire	37	37	12,5	13 768,15
Isère	38	38	20,6	60 690,15
Jura	39	39	5,8	6 147,49
Landes	40	40	22,3	18 895,03
Loir et Cher	41	41	25,5	24 451,04
Loire	42	42	11,0	9 917,56
Haute Loire	43	43	8,2	7 338,87

- 6/32 -

Loire Atlantique	44	44	161,3	137 596,34
Loiret	45	45	13,4	17 256,12
Lot	46	46	3,5	3 866,04
Lot et Garonne	47	47	17,0	14 774,80
Lozère	48	48	5,1	7 088,66
Maine et Loire	49	49	28,1	22 908,50
Manche	50	50	122,8	81 889,32
Marne	51	51	9,1	7 844,42
Haute Marne	52	52	3,1	2 686,28
Mayenne	53	53	30,3	18 033,64
Meurthe et Moselle	54	54	8,1	7 099,95
Meuse	55	55	3,8	2 785,78
Morbihan	56	56	136,3	107 286,17
Moselle	57	57	9,6	8 701,41
Nièvre	58	58	10,2	12 207,42
Nord	59	59	46,2	32 132,11
Oise	60	60	11,3	10 660,40
Orne	61	61	22,5	20 627,95
Pas de Calais	62	62	42,8	36 134,21
Puy de Dôme (Principal)	63	630	18,7	20 930,42
Puy de Dôme (Ouest)	63	631	8,0	8 970,18
Pyrénées atlantique	64	64	26,4	26 638,58
Hautes Pyrénées	65	65	9,6	10 368,64
Pyrénées orientales	66	66	15,5	45 810,16
Bas Rhin	67	67	14,8	13 301,44
Haut-Rhin	68	68	15,6	14 247,64
Rhône	69	69	19,0	18 021,04
Haute Saône	70	70	3,4	3 151,49
Saône et Loire (Est)	71	710	5,7	4 524,94
Saône et Loire (Ouest)	71	711	5,7	4 524,94
Sarthe	72	72	64,5	39 564,08
Savoie	73	73	8,8	27 345,38
Haute Savoie	74	74	15,5	46 550,30
Seine Maritime	76	76	24,5	17 887,25
Deux Sèvres	79	79	33,9	29 708,86
Somme	80	80	14,2	11 361,87
Tarn	81	81	9,8	11 063,47
Tarn et Garonne	82	82	7,9	7 395,45

- 7/32 -

Var	83	83	14,7	63 291,77
Vaucluse	84	84	12,5	32 288,30
Vendée	85	85	231,1	184 883,11
Vienne	86	86	16,0	18 885,23
Haute Vienne (Principal)	87	870	8,7	11 140,38
Haute Vienne (Est))	87	871	3,7	4 774,45
Vosges	88	88	9,2	8 565,25
Yonne	89	89	11,5	10 395,57
Territoire de Belfort	90	90	3,2	3 041,89
Ile de France	75	75	85,4	115 301,02

5. Lieu d'exécution du marché

Les prestations, objet du marché, sont décomposées en 95 zones géographiques, correspondant aux départements de France métropolitaine à l'exception des départements de la région Ile de France (qui sont regroupés en une seule zone géographique), et des départements de l'Aveyron, de la Creuse, de la Dordogne, de la Gironde, de la Haute Vienne, de la Saône et Loire et du Puy de Dôme (qui sont divisés en deux zones).

Chacune des zones constitue un lot qui est un marché distinct.

En annexe 6 du CCTP figurent, les données de référence techniques par département (année 2025) et en annexe 7 du CCTP, la liste des communes par zone géographique.

6. Durée du marché

Le présent marché est passé à compter du 1^{er} janvier 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure pour une durée initiale allant jusqu'au 31 décembre 2026.

Il est ensuite reconductible tacitement deux fois pour une durée de 12 mois, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur notifié au titulaire deux mois avant la date d'échéance de la première période de 12 mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Une fois la dernière reconduction close, les obligations contractuelles du titulaire courent jusqu'à la fin des tâches ci-dessous :

- Les obligations précisées dans le chapitre 4 du CCTP (documents relatifs à la pesée, aux registres...) doivent être conservés par l'établissement concerné et laissé à la disposition du pouvoir adjudicateur pendant une durée de cinq années, selon des modalités précisées dans l'offre du titulaire.

- Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur chaque année, avant le 31 mars (ou le jour ouvré suivant immédiatement) un compte rendu de l'exécution du marché au cours de l'année civile sous format informatique et, le cas échéant, sous format papier. Le dernier compte rendu annuel concernant le marché est transmis au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de fin du présent marché.

7. Clauses techniques

Se reporter aux stipulations du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

8. Prestations similaires

En application des articles L.2122-7 et R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, sans remise en concurrence, un ou plusieurs marché(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché.

Ces prestations similaires devront être conformes aux conditions initiales du marché, notamment en ce qui concerne les caractéristiques techniques, les modalités d'exécution et les prix unitaires, qui pourront être révisés dans les conditions prévues au présent marché.

La conclusion d'un tel marché fera l'objet d'un contrat distinct, notifié au titulaire, et interviendra dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché initial.

9. Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de l'exécution du présent marché. Le recours à la sous-traitance pour l'exécution d'une partie des prestations de services faisant l'objet de ce marché n'est possible qu'à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux dispositions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Après le dépôt de l'offre, l'agrément du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur est l'objet d'une notification spécifique au titulaire. Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés

l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité, prévue à l'article 19 du présent document.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants, relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité, sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire, dans le cadre du présent marché, s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

10. Pièces contractuelles

Pour chaque lot, les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement du lot concerné, complété, daté et signé au moment de l'attribution du marché au titulaire ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes ;
- l'offre technique du titulaire pour le lot concerné ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Seules les pièces détenues par le pouvoir adjudicateur font foi.

11. Prix du marché

Le marché est conclu à prix unitaires et exprimés en € hors taxes. Les prix unitaires proposés se composent d'un prix unitaire à la tonne de cadavres d'animaux pour les prestations de **collecte/transfert et de transformation**.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application aux quantités réellement collectées, du prix unitaire figurant dans le bordereau des prix annexé à

l'acte d'engagement En ce qui concerne les tonnages pris en compte, il s'agit ici du poids effectif d'enlèvement tel que défini à l'article 5.1.2 du CCTP.

Les prix unitaires sont révisables durant toute la période du marché dans les conditions visées ci-après. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services, ainsi que tous les frais y afférents.

12. Révision des prix

Les prix unitaires du marché indiqués à l'article 11 du présent document feront l'objet de révisions dans les conditions définies ci-après :

Révision annuelle automatique des prix unitaires

Le prix unitaire de l'année en cours est révisé le 1^{er} janvier de chaque année d'exécution du marché et pour la première fois le 1^{er} janvier 2027 selon la formule suivante en étant limité à 1,25 % à la hausse ou à la baisse :

$$P_n = P_o \times \left[0,2 + 0,8 \times \left(0,125 \times \frac{GO_n}{GO_o} + 0,175 \times \frac{VU_n}{VU_o} + 0,525 \times \frac{ICHT_{rev} - TS1_n}{ICHT_{rev} - TS1_o} + 0,175 \times \frac{BT01_n}{BT01_o} \right) \right]$$

Dans laquelle :

- **P_n** = le prix unitaire révisé HT de l'année n à considérer ;
- **P_o** = le prix unitaire HT initial porté dans le tableau des prix par lot à la première révision puis le prix révisé de la période précédente pour les révisions suivantes ;
- **GO_n** = moyenne des 12 dernières valeurs de l'indice définitif au 01/01 de l'année de révision des prix. L'indice de référence est « l'Indice de prix de production de l'industrie française pour la marché français – CPF 19.20 – Gazole yc TICPE - Base 2021 – Identifiant 010764135 » et consultable sur [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 19.20 – Gazole yc TICPE | Insee](#) ;
- **GO_o** = valeur de la référence du mois de remise des offres. L'indice de référence est « l'Indice de prix de production de l'industrie française pour la marché français – CPF 19.20 – Gazole yc TICPE - Base 2021 – Identifiant 010764135 » et consultable sur [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 19.20 – Gazole yc TICPE | Insee](#) ;
- **VU_n** = moyenne des 12 dernières valeurs de l'indice définitif au 01/01 de l'année de révision des prix. L'indice de référence est « L'indice des prix de l'offre des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires – Base 20212 – Identifiant 010764839 » et consultable sur [Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires | Insee](#)
- **VU_o** = valeur de la référence du mois de remise des offres. L'indice de référence est « L'indice des prix de l'offre des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires –

Base 20212 – Identifiant 010764839 » et consultable sur [Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires | Insee](#)

- **ICHTrev-TS1n** = moyenne des 12 dernières valeurs de l'indice définitif au 01/01 de l'année de révision des prix de l'indice du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) – Identifiant 001565190 et consultable sur [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage \(NAF rév. 2 section H\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#)
- **ICHTrev-TS1o** = valeur de la référence du mois de remise des offres de l'indice du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) – Identifiant 001565190 et consultable sur [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage \(NAF rév. 2 section H\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#)
- **BT01n** = moyenne des 12 dernières valeurs de l'indice définitif au 01/01 de l'année de révision des prix de l'index du bâtiment - Tous corps d'état – Base 2010 et consultable sur [Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 | Insee](#)
- **BT01o** = valeur de la référence du mois de remise des offres des prix de l'index du bâtiment - Tous corps d'état – Base 2010 et consultable sur [Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 | Insee](#)

A cet effet, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur par mail à l'adresse equarrissage@franceagrimer.fr un fichier Excel de révision de prix au début du mois de janvier. Ce fichier devra présenter les indices pris en compte avec leurs dates et leurs valeurs, la formule de calcul et les nouveaux prix unitaires à appliquer, qui seront calculés conformément aux modalités fixées au présent article. Le pouvoir adjudicateur procède alors au contrôle du calcul.

13. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les montants seront calculés selon le taux de TVA en vigueur.

14. Exécution du marché

14.1 Obligations des parties

14.1.1 Forme et notification et informations

La « notification » est l'action consistant à porter des décisions, observations ou informations qui font courir un délai à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais de la PLACE (profil acheteur utilisé par FranceAgriMer) ou à l'adresse postale des parties mentionnée dans les documents de l'accord-cadre ou à l'adresse électronique des parties communiquées à la notification du marché et lors de son exécution.

En cas de groupement économique, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de lecture par le destinataire.

14.2 Obligations du titulaire

14.2.1 Dispositions générales

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la réalisation des prestations qui lui sont commandées, qu'il est tenu de mettre en œuvre conformément aux obligations et aux spécifications administratives et techniques définies respectivement au présent document et au CCTP.

Le titulaire ne peut être exonéré de son obligation générale en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant le caractère de force majeure.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toutes les difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance en cours d'exécution du marché. Ainsi, le titulaire est impérativement tenu d'informer le pouvoir adjudicateur en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance en cours d'exécution du marché et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations demandées. Le non-respect de cette obligation constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu d'accepter en cours d'exécution du marché tout audit ou enquête diligenté par le pouvoir adjudicateur et de coopérer avec ce dernier.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé de personnes et de préservation du voisinage. En l'espèce, il doit être en mesure sur simple demande du pouvoir adjudicateur d'être en mesure d'en apporter la justification.

14.2.2 Equipe du personnel

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier et restent sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité en toutes circonstances et pour quelque motif que ce soit. En l'espèce, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire doit confier la réalisation des prestations à des personnes disposant des compétences nécessaires à la bonne exécution des tâches énumérées au marché et ce sur toute sa durée.

La qualification du personnel affecté à la réalisation des prestations doit pouvoir être vérifiée par le pouvoir adjudicateur.

14.2.3 Protection de la main-d'œuvre et condition de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire mobilisé pour ce marché (y compris en tant que sous-traitants) sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est tenu :

- de respecter les normes sociales minimales en vigueur au sein de l'Union Européenne. Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française.
- de respecter les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail ratifiées par la France lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée, à savoir :
 - la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
 - la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
 - la convention sur le travail forcé ;
 - la convention sur l'égalité de rémunération ;
 - la convention concernant la discrimination ;
 - la convention sur l'âge minimum ;
 - la convention sur les pires formes de travail des enfants.

FranceAgriMer se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à un audit indépendant des engagements ainsi pris.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties du marché, ou en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

14.2.4 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage ; Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

14.3 Obligations de l'acheteur

L'acheteur doit, lors de l'exécution du présent marché communiquer au titulaire toutes les informations nécessaires ou demandées lui permettant de réaliser les prestations dont il a la charge.

14.4 Modalités d'exécution des prestations

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites aux chapitres 2 et 3 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

15. Contrôle de la bonne exécution du marché

Les documents et fichiers de données à fournir par le titulaire au pouvoir adjudicateur au titre du contrôle d'exécution des prestations ainsi que les modalités de leur

transmission et celles de contrôle des prestations sur site sont précisés au chapitre 4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

16. Délai de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues aux titulaires sont payées dans le délai global de 30 jours fixé à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la facture dans les conditions fixées aux articles 16 et 17 du présent document.

En cas de non-respect de ces conditions, le délai de paiement de la facture concernée est suspendu jusqu'à la réception des informations manquantes. Cette suspension est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les informations ou pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Tout dépassement de ce délai global de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-avant donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

17. Avance

Le présent marché ne donne pas lieu au versement d'une avance.

18. Facturation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose au titulaire du marché.

Ainsi, à la fin de chaque mois et ce pour les prestations du mois écoulé, le titulaire ou le(s) sous-traitant(s), le cas échéant, adressent leur facturation dématérialisée au pouvoir adjudicateur via le portail dédié à la facturation électronique pour l'ensemble des administrations publiques (chorus portail pro), sur le site suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Dans le cadre d'une facturation de sous-traitance, le titulaire est tenu de valider chaque mois la facture émise par le sous-traitant, avant que ce dernier ne transmette sa ou ses factures au pouvoir adjudicateur dans Chorus Pro.

Le paiement des sous-traitants sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Aussi, au moment de la transmission de la facturation, le titulaire du marché doit avoir mis à disposition du pouvoir adjudicateur dans le système d'information de la DGAL la totalité des données relatives à la période de facturation concernée. A défaut de mise à disposition ou en cas de mise à disposition partielle, le délai de paiement est suspendu pour l'ensemble des factures transmises jusqu'à la réception des données concernées.

(i) Factures mensuelles

Les factures sont établies mensuellement pour chaque lot détenu par le titulaire y compris celles des sous-traitants, le cas échéant. Outre les mentions obligatoires, chaque facture devra comporter les éléments suivant :

- La date d'émission de la facture
- le nom et l'adresse de l'émetteur de la facture ;
- le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- l'identification du marché (objet et numéro SIREPA) et l'intitulé du lot tel que mentionné à l'acte d'engagement ;
- le n° SIRET identifiant FranceAgriMer 130 006 364 00017 ;
- le numéro d'engagement juridique du lot concerné transmis par FranceAgriMer à la notification du marché. Chaque référence de marché et numéro d'engagement juridique seront uniques par lot et devront être systématiquement rappelés sur chaque facture émise pendant toute la durée du marché.
- le code service 41002 - SPE
- le libellé de la prestation ;
- la période concernée ;
- le montant total HT des sommes à régler par le pouvoir adjudicateur;

- 17/32 -

	Service Public de l'équarrissage (SPE) 2025	CCAP	Page 17/32
-------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------	-------------	-----------------------

- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des sommes à régler par le pouvoir adjudicateur.

(ii) Récapitulatif mensuel unique de facturation

Le détail des prestations effectuées au titre de chaque lot durant le mois écoulé sera précisé dans un document complémentaire, sous format Excel sur la base du modèle figurant en annexe 1 du CCAP format excel (récapitulatif mensuel de facturation), envoyé à l'adresse equarrissage@franceagrimer.fr. Il comprendra notamment les informations suivantes:

- la période concernée ;
- le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le(s) intitulé(s) de lot(s) concerné(s) et le(s) numéro(s) de département(s) au(x)quel(s) il(s) renvoie(nt) tel(s) que mentionné(s) dans le présent marché ;
- la raison sociale et le statut de chaque prestataire intervenant pour chaque lot ;
- la nature de la prestation traitée par chaque titulaire et sous-traitant, le cas échéant, pour chaque lot ;
- le poids effectif de cadavres collectés au titre du marché par prestataire et par lot d'une part, et au global pour chaque lot d'autre part ;
- les références du marché, le(s) numéro(s) des factures et des engagements juridiques (EJ) du marché transmis au titulaire à la notification du marché et des décisions de reconduction ;
- les références du marché, le(s) numéro(s) des factures et des engagements juridiques (EJ) du ou des sous-traitants transmis au titulaire à la notification du marché et des décisions de reconduction ou d'un acte spécifique de sous-traitance ;
- le montant total HT de chaque facture à régler au titulaire et au(x) sous-traitant(s) pour chaque lot ;
- le taux et le montant de la TVA des factures du titulaire et du ou des sous-traitants pour chaque lot ;
- le montant total TTC des factures du titulaire et du ou des sous-traitants pour chaque lot ;
- le prix unitaire HT/tonne de la prestation globale de collecte, transfert et de transformation de chaque lot ;
- le montant total HT, le taux de TVA, le montant total de TVA et le montant total TTC à régler pour chaque lot.

19. Pénalités

Si le titulaire ne fournit pas, dans les délais prévus, l'un des documents ou fichier de données prévu par le CCTP, il encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Articles du CCTP	Nature du document ou fichier	Délai de remise	Pénalités (HT)
12	Toute information ou tout document demandé par le pouvoir adjudicateur au titre du contrôle	15 jours à compter de la date de réception de la demande	100 euros par jour de retard entamé
15	Compte-rendu annuel technique et financier : par année civile	Au plus tard : - le 31 mars de l'année suivante - 3 mois après la date de fin du marché pour le dernier compte-rendu	100 euros par jour de retard entamé

Les jours de retard sont des jours ouvrés.

Le titulaire encourt également, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Article du CCTP	Constat d'un manquement aux obligations du CCTP	Pénalités (HT)
4.3	Non-respect du délai d'enlèvement prévu par le Code rural (article L. 226-6).	100 € /MANQUEMENT Pénalité applicable au-delà d'une franchise de 2,5% de manquements calculée sur le nombre d'enlèvements réalisés
5	Non-respect des obligations relatives à l'estimation et à la pesée du poids des	100 € /MANQUEMENT

- 19/32 -

	cadavres	
6	Non-respect des obligations relatives à l'enregistrement des données de collecte, de transfert, de transformation et d'envoi vers des filières autorisées dans le système d'information de la DGAL	100 € /MANQUEMENT

Enfin, aux termes de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire est tenu de faire agréer ses sous-traitants par le pouvoir adjudicateur. Dans le cadre du présent marché, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

Toutes les pénalités sont forfaitaires, cumulables et non révisables. Elles ne sont pas soumises à la TVA.

20. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causées par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie avoir souscrit une **assurance responsabilité civile (d'exploitation et après-livraison), et une assurance responsabilité professionnelle**, pour des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant à l'acheteur qu'à tout tiers dans l'exécution du présent marché.

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent marché, une attestation d'assurance en cours couvrant la hauteur du marché qui lui a été attribué.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa **responsabilité civile**. Ainsi, le titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du marché, de produire cette attestation sur demande de l'acheteur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire présente ces attestations chaque année dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 15 du CCTP.

21. Cession ou transfert

Par cession du marché on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du marché doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au marché à l'appui de leur dossier de candidature.

Le pouvoir adjudicateur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et du pouvoir adjudicateur.

22 Cession ou nantissement de créances

Le marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés à l'article 130 du décret susvisé et le comptable chargé du paiement sont désignés dans l'acte d'engagement.

23. Confidentialité

23.1 Confidentialité

Toutes informations, documents, éléments et supports informatiques de toute nature portant sur le marché dont le titulaire a connaissance lors de son exécution présentent un caractère confidentiel.

L'acheteur s'engage pour sa part à maintenir confidentielles les informations se rapportant au mode de fonctionnement du titulaire qui lui seraient signalées comme telles par ce dernier.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché,
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatif aux prestations du marché,
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui restituer les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. En tout état de cause, à la fin du marché, le titulaire doit restituer tous les documents et tous les fichiers informatisés (ou non) fournis par l'acheteur ou résultant de l'exécution du marché, qui seraient encore en sa possession ou de fournir à l'acheteur la preuve de destruction de tous fichiers manuel ou informatisés stockant des informations saisies.

23.2 Protection des données

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

L'annexe 2 au présent document présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 25 ci-après.

24. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai de deux mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.
- soit en cas de résiliation du marché faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il peut substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Le marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

25. Résiliation

25.1 Principes généraux

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 25.4, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 25.5, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 25.3.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 25.2.

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que l'acheteur a proposé (article R2191-31 du code de la commande publique).

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

25.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur peut, en l'absence de toute faute du titulaire et à tout moment, mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 5%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissement, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours calendaires après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

25.3 Résiliation pour événement extérieur au marché

L'acheteur peut décider de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité dans le cas des circonstances particulières suivantes :

Décès ou d'incapacité civile du titulaire.

L'incapacité physique manifeste et durable de l'entreprise titulaire compromettant la bonne exécution du marché peut donner lieu à résiliation du marché par l'acheteur.

L'acheteur peut résilier le marché où accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'[article L. 622-13 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'[article L. 641-11-1 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Incapacité physique du titulaire.

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

25.4 Résiliation pour événements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché de sa propre initiative ou à la demande du titulaire validée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes pourront convenir d'une indemnité. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnisation dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

25.5 Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 25.3, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- en cas de défaut de présentation, de mauvais emploi ou d'utilisation abusive des moyens mise à la disposition du titulaire
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées ci-avant à l'article 9 ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 2 et ses modifications sont de natures à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
- L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;

Sauf dans les cas prévus aux quatre premiers retraits de l'énumération ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

26. Différends et litiges

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché. En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent.

27. Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d'une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 3 au présent document.

Annexe 2 - RGPD

Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, représenté par son Directeur Général,

Ci-après désigné « l'acheteur » ou le « pouvoir adjudicateur »

Et, d'autre part, **le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant»** ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte du pouvoir adjudicateur ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte du pouvoir adjudicateur, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans le**

cadre du recueil d'informations, la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement-

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle).

Les catégories de personnes physiques concernées sont : le personnel de FranceAgriMer, de l'InterApi les participants aux réunions du comité de pilotage, les personnes destinataires des livrables, les personnes interrogées pour la réalisation des prestations du présent marché notamment les opérations de recensement des données

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.

En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par le pouvoir adjudicateur, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.

Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

- traiter les données protégées conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.

- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :

- accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
- voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,

- 29/32 -

	Service Public de l'équarrissage (SPE) 2025	CCAP	Page 29/32
-------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------	-------------	-----------------------

- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
 - traitent les données protégées seulement sur instruction du pouvoir adjudicateur, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par le pouvoir adjudicateur relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si le pouvoir adjudicateur lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après «sous-traitant ultérieur»), sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant fournira au pouvoir adjudicateur l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'accepter ou de refuser cette sous-traitance.

À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de du pouvoir adjudicateur. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur.

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier au pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par le pouvoir adjudicateur. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées au pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, à l'organisme dont le pouvoir adjudicateur lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Obligations du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du sous-traitant

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.